



AGIR CONTRE LE CHOMAGE ET LES PRÉCARITÉS !

Pour le grand nombre, la crise n'est pas finie. Elle s'aggrave.

Le chômage continue d'augmenter et la pauvreté de s'étendre.

UNE AUGMENTATION DU CHÔMAGE SANS PRÉCÉDENT !

500 000 chômeurs de plus en un an dans la seule catégorie A, soit 25% d'augmentation constatée officiellement depuis le début de l'année, du jamais vu !

4 millions de chômeurs recensés toutes catégories confondues, dont la moitié n'est pas indemnisée par l'assurance chômage. Parmi ces derniers, 40% sont des jeunes actifs de moins de 25 ans principalement issus des quartiers populaires.

LA PRÉCARITÉ ET LA PAUVRETÉ S'AGGRAVENT !

La précarité de l'emploi n'a cessé de se développer : CDD, intérim, temps partiel contraint, etc. Tous les secteurs privés de l'industrie et des services ont flexibilisé l'organisation du travail pour retirer toujours plus de profit. Le phénomène gagne aussi l'administration et les entreprises publiques.

Plus de 13% de la population française – soit 8,84 millions de personnes, un peu plus d'un Français sur huit – vit aujourd'hui sous le seuil de pauvreté selon la norme européenne (908 euros par mois). La pauvreté est massive chez les chômeurs, elle frappe aussi nombre de ceux qui travaillent.

La précarité ne relève pas que du statut salarial instable, elle provient aussi d'un revenu trop faible ou d'une situation d'absence ou de mauvais logement. On compte aujourd'hui 3 millions de bénéficiaires du RSA, 4 millions de travailleurs pauvres et 1,8 million de mal logés.

UNE SITUATION INACCEPTABLE !

Mais tandis que nombre de nos concitoyens souffrent, les responsables du désastre continuent de s'en mettre plein les poches. Les banques ont reconstitué leurs profits et recommencent à distribuer de grasses rémunérations à leurs dirigeants. Les actionnaires profitent de la remontée de la Bourse. Le bouclier fiscal protège toujours les plus riches.

Dans le même temps, les salariés subissent les licenciements, les emplois précaires et l'austérité salariale. Depuis le début 2009, les destructions d'emplois dans l'industrie s'accroissent. Les réductions d'emplois publics continuent. Maintenant, ce sont les accidentés du travail qui sont menacés par un projet de loi gouvernemental : leurs maigres indemnités seraient imposées alors qu'elles étaient exonérées jusqu'ici.

Pire, Sarkozy et le gouvernement durcissent les dispositifs sociaux à l'encontre des plus démunis. La stigmatisation et le contrôle social accru des chômeurs et des travailleurs pauvres continuent. La loi du 1^{er} août 2008 sur les devoirs et les obligations des demandeurs d'emploi en instituant "l'offre raisonnable d'emploi" oblige les chômeurs à accepter des emplois sous-payés sous peine d'être radiés et ne plus bénéficier des indemnités. Les conditions de la fusion de l'UNEDIC et de l'ANPE au sein de Pôle emploi aggravent les conditions d'accueil des demandeurs d'emploi et accentuent l'inhumanisation du traitement des dossiers. La mise en place en juillet 2009 du RSA conforte la stratégie patronale des emplois précaires et sous-payés.

TROP, C'EST TROP, IL FAUT ARRÊTER ÇA !

Une autre politique est possible répondant en priorité aux besoins sociaux et à l'intérêt général. Pour cela, une autre redistribution des richesses et une nouvelle conception du progrès humain sont nécessaires.

Le Parti de Gauche propose une autre politique

1 - De nouveaux droits pour les chômeurs.

- **En finir avec la chasse aux chômeurs** avec l'abrogation des lois sur le contrôle social des demandeurs d'emploi.
- **Assurer un revenu décent à toutes et tous** en indemnisant les différentes formes de chômage et, pour commencer, augmenter de 300 euros les minima sociaux.
- **Instaurer une véritable protection face à l'aléa économique** avec la création d'une sécurité sociale professionnelle garantissant la continuité des droits, une indemnité égale à 90 % du dernier salaire, une réelle orientation professionnelle, la reconnaissance des qualifications, un accompagnement personnalisé.
- **Créer un véritable service public de l'emploi**, avec des moyens renforcés, dont les missions essentielles soient bien l'accueil, le conseil, l'accompagnement des demandeurs d'emplois.
- **Garantir un droit à un logement pour tous** par des mesures d'urgence (recours aux logements vacants, construction d'hébergements d'urgence...) et la construction de 300 000 logements sociaux par an.

2 - De nouveaux droits contre les licenciements et la précarité.

- **Réaffirmer** que le contrat de travail à durée indéterminée et à plein-temps est de droit.
- **Interdire les licenciements** dans les entreprises qui font du profit, avec un contrôle administratif renforcé de l'inspection du travail.
- **Instaurer un droit de veto suspensif** pour les comités d'entreprise sur toute décision stratégique — en premier lieu en matière de licenciements ou de délocalisation de l'activité — et un droit de reprise par les salariés et les collectivités territoriales en cas de délocalisation des entreprises.
- **Renforcer les institutions représentatives des salariés** leur assurant un droit d'intervention dans la gestion des entreprises et créer une représentation territoriale du personnel dans les entreprises qui n'en disposent pas.
- **Déclencher la mise sous séquestre par l'Etat** des biens des entreprises qui violent les lois et le droit des salariés, face aux firmes multinationales qui prétendent ignorer les lois françaises.

Au-delà de ces mesures, qui sont destinées à pallier les situations d'urgence et à l'insuffisance des emplois, **le retour à un plein-emploi choisi passe évidemment par la création d'emplois nombreux et de qualité**. Cette politique devra s'inscrire dans la définition d'un modèle économique alternatif, dans une nouvelle logique économique fondée sur l'intérêt général, la satisfaction des besoins sociaux et la réorientation écologique de notre mode de production. La reconversion écologique, la relocalisation des activités industrielles, la priorité aux circuits courts entre production et distribution, le développement des énergies renouvelables, le renforcement des services publics et le passage à une agriculture bio et paysanne sont autant d'opportunités qui permettront de créer des centaines de milliers d'emplois.

Le Parti de Gauche soutient les Marches régionales contre le chômage et les précarités et appelle aux manifestations qui se tiendront dans différentes villes le 5 décembre 2009.

A Paris, à 14 heures, à Stalingrad.

Nom..... Prénom.....

Adresse

CP.....Ville Tél Email

- Je veux adhérer au Parti de Gauche Je soutiens le Parti de Gauche
 Je verse un don de euros à l'ordre de l'AFPG

À retourner à : Parti de Gauche • 63, avenue de la République • 75011 Paris

Vous pouvez aussi nous soutenir en ligne sur **www.lepartidegauche.fr**